

moyen de garantir que ce sera vraiment la Constitution du peuple.
(*Débats du Sénat*, 9 décembre 1987, p. 2334.)

101. M. A.W. Johnson a invité les auteurs de l'Accord du lac Meech à se rencontrer de nouveau après avoir pris connaissance des rapports des comités législatifs chargés d'étudier l'Accord, ne serait-ce que pour expliquer pourquoi ils demeurent aussi intraitables face à tout changement susceptible de résoudre les questions cruciales soulevées devant ces comités.

B. Les conférences constitutionnelles

102. Si l'Accord est accepté, la Constitution du Canada exigera la tenue chaque année d'une Conférence des premiers ministres sur la Constitution, dont elle aura consacré l'ordre du jour permanent. Une autre disposition constitutionnelle exigera la tenue d'une conférence annuelle des premiers ministres sur l'économie.

103. Certains observateurs ne veulent pas qu'on inscrive dans la Constitution la tenue d'une conférence des premiers ministres. Ainsi, un témoin a déclaré que cela reviendrait à «institutionnaliser l'inadmissible processus du lac Meech».

104. Selon M. Allan Cairns, le processus qui a donné naissance à l'Accord se justifie uniquement «en tant que réponse extraordinaire à une situation extraordinaire». Il craint que les gouvernements n'y voient maintenant la formule idéale pour modifier la Constitution.

105. M. Michael Bliss, professeur au département d'histoire de l'Université de Toronto, est d'avis que la tenue de rencontres annuelles sur la Constitution réduirait l'importance du processus constitutionnel.

106. Le système des conférences annuelles, a-t-on dit au Comité, tend à discréditer de plus en plus le processus politique.

L'article exigeant la tenue de conférences constitutionnelles chaque année est une aberration dans une constitution. Vous ne vous contraignez pas à modifier une constitution ou à étudier des questions constitutionnelles chaque année. Ce que j'ai essayé de faire comprendre, c'est que l'objectif premier d'une constitution, c'est d'assurer la stabilité politique d'un pays. La stabilité exige que certaines questions soient mises de côté, que d'autres soient réservées